

INJUSTICE2 CLIMATIQUES

informations générales

www.injusticesclimatiques.be


protos
alles begint met water


GOODPLANET.be

 Iles
de
Paix

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**



Flanders
State of the Art

INJUSTICE2 CLIMATIQUES

Ce projet est une initiative de Protos, GoodPlanet et Iles de Paix
avec le soutien de la Coopération belge au développement et Flanders State of the Art



| www.protos.org |



GOODPLANET.be

| www.goodplanet.be |



| www.ilesdepaix.org |



Flanders
State of the Art

| www.flanders.be |

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

| www.diplomatie.belgium.be |

Rédaction
Good Planet
Protos

Nos remerciements vont aux
enseignants, stagiaires et experts du comité de pilotage
« Injustices climatiques – Regards croisés entre le Nord
et le Sud » pour leurs idées et leurs réactions.

INTRO

Depuis que la terre existe, le climat subit des variations sous l'influence de facteurs naturels. Cependant, les scientifiques sont maintenant d'accord pour dire que le changement climatique actuel ne peut être uniquement attribué à des causes naturelles : l'homme a considérablement contribué à celui-ci.

Les changements climatiques les plus importants et les conséquences de ces derniers (sécheresse extrême, inondations, accroissement des tempêtes et des ouragans, manque d'eau douce, etc.) se font aujourd'hui surtout sentir dans le Sud, alors que les causes principales (et en premier lieu les émissions de CO₂) se situent majoritairement dans le Nord. Le fossé entre le Nord et le Sud s'accroît donc de plus en plus. Le Sud est notre miroir : les conséquences actuellement visibles dans le Sud sont celles de notre comportement. En outre, le miroir nous montre ce à quoi nous devons nous attendre à terme si nous n'enrayons pas le changement climatique.

Il est donc grand temps d'inverser la tendance. Les jeunes d'aujourd'hui ont l'avenir entre leurs mains. Ils peuvent tirer les leçons des erreurs des générations précédentes et opter résolument pour un autre modèle de consommation moins dommageable pour la terre et basé sur les énergies renouvelables et durables.

CAUSES

L'effet de serre naturel et renforcé

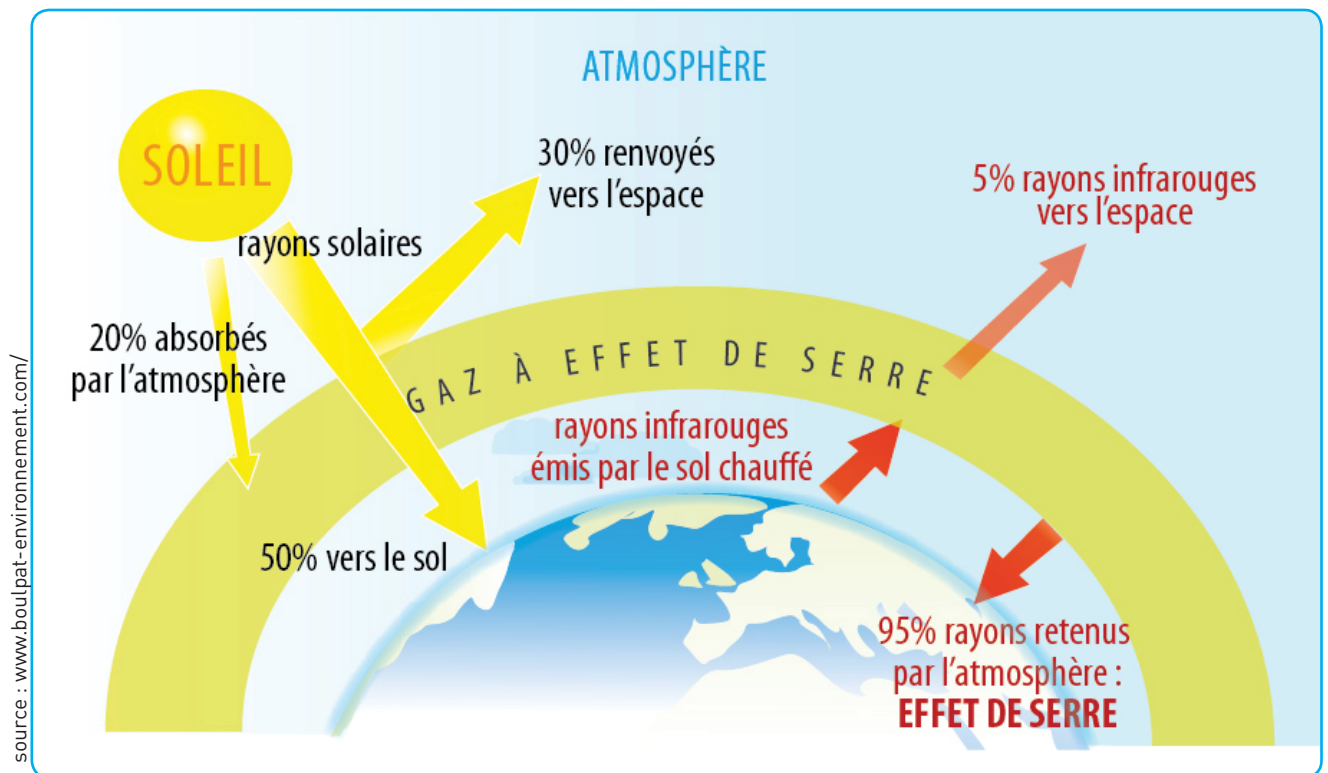
Le climat d'un lieu ou d'une région est la moyenne du temps qu'il y fait. On tient compte pour ce faire de la moyenne des températures, de la pression atmosphérique, de l'humidité, de la couverture nuageuse, du vent et des précipitations durant une période déterminée.

Le climat se modifie sous l'influence de facteurs naturels. Nous parlons ici de l'effet de serre naturel.

C'est grâce à cet effet de serre que l'homme peut vivre sur terre où la température moyenne est de 15°C ; sans cela, la température serait en moyenne de -18°C. En effet, grâce aux gaz à effet de serre qui forment une sorte de couverture autour de l'atmosphère, une partie du rayonnement solaire qui arrive sur terre est retenu. Les principaux gaz à effets de serre sont l'oxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O) et les gaz fluorés (HFK, PFK, SF₆).

Les changements climatiques que nous observons aujourd'hui ne sont toutefois pas uniquement la conséquence des facteurs naturels. Nous ne parlons plus de l'effet de serre naturel, mais bien de l'effet de serre renforcé. Depuis le début de la révolution industrielle (seconde moitié du XVIII^e siècle), nous voyons une augmentation exponentielle de la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ces émissions supplémentaires densifient la « couverture » autour de l'atmosphère et empêchent les rayons infrarouges émis par la terre de s'échapper, ce qui entraîne une augmentation de la température sur terre.

Cette augmentation de la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est une conséquence directe de notre mode de vie : combustion de pétrole et de gaz naturel (CO₂), lisier de vache et de porc (CH₄), industrie (N₂O), installations frigorifiques, équipements d'air conditionné (gaz fluorés). L'homme émet donc une grande quantité de gaz à effet de serre qui renforcent l'effet de serre naturel de l'atmosphère. Notre consommation d'énergie est la cause principale du changement climatique, mais ce n'est pas la seule. La déforestation à l'échelle planétaire participe également au changement climatique. Les arbres, les arbustes et les plantes ont besoin de CO₂ pour croître. Mais lorsqu'ils meurent naturellement, sont coupés ou brûlés, ils libèrent le CO₂ qu'ils retenaient. C'est ainsi que le déboisement est responsable d'un cinquième des émissions mondiales de CO₂. En outre, d'autres substances, comme les CFC (chlorofluorocarbures) contribuent aussi à un renforcement de l'effet de serre. Cela provoque le réchauffement de la terre. Depuis le début du siècle dernier, la température moyenne de la terre a augmenté de 0,74°C (entre 1906 et 2005).



La limite des 2 degrés

Aujourd'hui, nous sommes déjà certains que limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C ne sera pas possible. Les conséquences que nous remarquons déjà aujourd'hui sont la fonte de glaciers et des calottes glaciaires, l'augmentation du niveau de la mer et une perturbation générale du climat. Il y a de plus en plus de phénomènes extrêmes avec un accroissement du nombre de tempêtes, d'ouragans, de cyclones et d'inondations. Le climat est devenu imprévisible. Dans certaines régions, il fait plus chaud et dans d'autres, nettement plus froid. Durant certaines périodes, il y a beaucoup plus ou nettement moins de précipitations. Certains scientifiques parlent de « chaos climatique ».

Une augmentation de la température de 2°C engendrera d'importantes vagues de chaleur, l'acidification des océans, l'instabilité de la calotte groenlandaise, la disparition des glaciers dans le monde entier, une modification des moussons et le dérèglement de l'écosystème. Les ours polaires disparaîtront, par exemple, et différentes espèces animales verront leur nombre diminuer significativement (comme les rennes et les poissons d'eau douce).

Si une augmentation de la température de 3°C se produit, presque toute l'Afrique du Sud sera recouverte de sable très fin en provenance du désert du Kalahari ; l'Amazonie disparaîtra à 90% ; le phénomène El Niño deviendra peut-être permanent ; et l'Australie sera pratiquement inhabitable tandis que l'Amérique centrale sera desséchée. De nouvelles sortes d'ouragan seront en outre possible, avec des vitesses plus élevées et des précipitations plus importantes que l'actuelle catégorie 5.

Néanmoins, le plus gros risque d'une élévation de la température au-delà de 2°C serait l'apparition d'un phénomène qui rendrait la situation très critique et incertaine : l'apparition d'un processus au cours duquel la terre commencerait à se réchauffer d'elle-même, sans que l'homme ne puisse l'arrêter. Les conséquences du changement climatique se renforceraient alors d'elles-mêmes. On appelle cela « le point de non-retour ». Pour empêcher que le changement climatique ne dégénère complètement, la température moyenne ne peut pas augmenter de plus de 2°C. C'est la limite que les scientifiques et les décideurs politiques ont établie.

Le grand défi consiste aujourd'hui à enrayer le changement climatique. Car plus la température croît, plus le climat change. Avec toutes les conséquences que cela implique.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES POUR L'HOMME ?

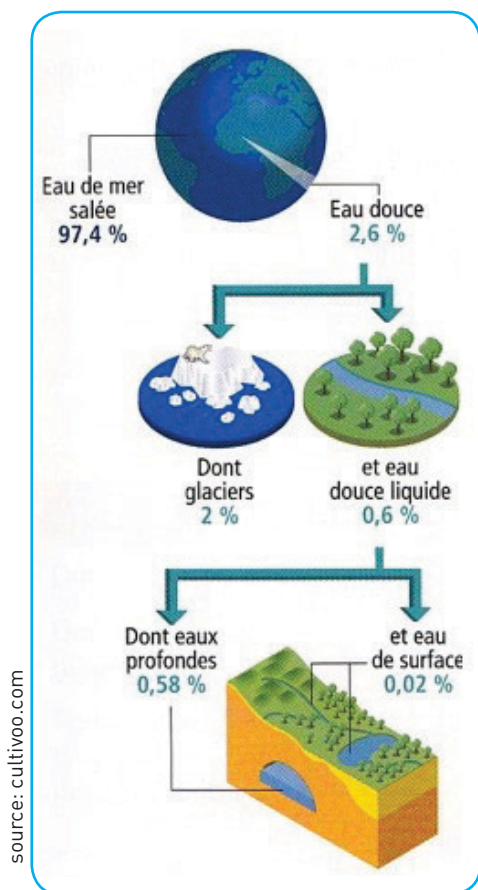
Les conséquences du changement climatique pour l'homme sont déjà gigantesques aujourd'hui.

L'eau douce devient rare

Les variations climatiques se manifestent d'abord dans le cycle de l'eau : dans certaines régions, les précipitations augmentent, dans d'autres, la sécheresse sévit durant des mois. Nous observons aussi que les glaciers fondent, que le niveau de la mer monte et que les réserves d'eau potable diminuent.

Notre planète bleue est composée à 70% d'eau, mais il s'agit majoritairement d'eau salée. À peine de 3% de l'eau sur terre est de l'eau douce. Une toute petite partie de celle-ci se trouve en surface, dans les mers, les rivières, etc. : nous l'utilisons pour boire ainsi que pour un usage domestique, agricole, etc. Le reste de l'eau douce est soit retenue sous forme de glaciers ou enfuie dans des couches plus profondes de la terre.

Les calottes glacières et les glaciers constituent d'importantes réserves d'eau douce pour les hommes. Mais ils fondent désormais trop rapidement sous l'effet du changement climatique et l'eau de fonte se déverse dans la mer, réduisant ainsi la quantité d'eau douce, et donc d'eau potable, disponible.



Du fait du changement climatique, la pénurie d'eau potable se renforce. Les sources s'assèchent, il n'y a pas assez d'eau potable, pour cuisiner, pour les animaux, pour l'agriculture. Les populations du Sud doivent chercher des sources d'eau de plus en plus loin, et c'est ainsi que naissent, par exemple, des conflits entre différents villages à propos d'une source, tandis que le nombre de conflits liés à l'eau augmente aussi entre pays.

Le niveau de la mer monte

En raison de l'élévation du niveau de la mer, des îles et des pays sont susceptibles d'être recouverts par la mer. Ainsi, le Bangladesh sera inondé à 20% si la température augmente de 1 à 2 degrés. La mer qui envahit les terres ne détruit pas seulement les maisons, mais aussi les récoltes, tandis qu'elle contamine les sources d'eau potable, ce qui conduit à une augmentation des maladies.

Les maladies sont en augmentation

En raison du réchauffement terrestre, certaines maladies se développent et s'étendent. C'est ainsi que le paludisme est de plus en plus fréquent dans les régions inondées, et qu'il remonte vers le nord du fait des températures plus douces. Les deux premiers cas de dengue (une maladie jusqu'ici limitée aux régions tropicales) ont été signalés dans le sud de la France : le moustique tigre, qui transmet la maladie, peut désormais survivre aussi dans nos régions. Chez nous, la population des tiques croît, ce qui entraîne de nombreux cas de la maladie de Lyme (causée par les morsures de tique).

Les catastrophes naturelles se multiplient

Du fait des variations climatiques, le climat devient extrême et le nombre de catastrophes naturelles s'accroît (inondations, ouragans, cyclones, sécheresse extrême). D'après les chiffres de la Croix-Rouge, le nombre de catastrophes liées au climat s'est drastiquement accru ces dernières années. Dans les années 1960, on comptait environ une cinquantaine de catastrophes climatiques par an. Ces dix dernières années, on en dénombre plus de 300 par an (c'est-à-dire 300 catastrophes annuelles liées ou en rapport avec le changement climatique).

La plupart de ces catastrophes ont lieu dans le Sud, et font rarement la une des journaux. Il s'agit d'inondations en Afrique, de cyclones en Asie, de sécheresse extrême au Sahel, etc.

Conséquences pour l'agriculture et l'approvisionnement alimentaire

À cause d'une météo devenue instable et de phénomènes climatiques extrêmes, de plus en plus de récoltes sont perdues et l'agriculture est sous pression. En raison de l'imprévisibilité du temps, les paysans ne savent souvent plus quand ils doivent semer ou récolter. Du fait du changement climatique, des cultures ne savent plus croître dans des régions déterminées. On estime que dans certains pays d'Afrique, la perte de revenus s'élèvera jusqu'à 50% en 2020.

Les scientifiques prévoient un déplacement des zones climatiques et donc des régions agricoles. Dans certaines régions, les activités agricoles actuelles ne pourront plus être poursuivies très longtemps (par exemple dans le sud de l'Europe). Dans d'autres régions, le réchauffement des sols commencera plus tôt dans l'année, ce qui favorisera au contraire le secteur agricole, comme en Chine, en Russie, en Scandinavie, au Canada, au Japon, au Chili et en Argentine.

Ce ne sont pas seulement les agriculteurs qui seront directement touchés par le changement climatique, l'approvisionnement alimentaire des pays est aussi en danger. Le nombre de crises alimentaires augmente dans le Sud, car les populations, dépendantes de l'agriculture pour leur propre approvisionnement, sont moins à même de faire face à des périodes de disette.

Les réfugiés climatiques

En raison des nombreux problèmes engendrés par le changement climatique, les populations fuient (par exemple à cause de la montée du niveau de la mer, d'une sécheresse extrême, d'inondations, de cyclones, etc.). On estime aujourd'hui le nombre de réfugiés climatiques entre 25 et 50 millions de personnes, mais ce chiffre risque de s'accroître encore dans les années à venir (le GIEC prévoit 150 millions de réfugiés climatiques en 2050).

Un village au Népal a récemment été surnommé le premier village des réfugiés climatiques (bien que ce statut n'ait pas encore d'existence juridique). L'entièreté du village, 150 personnes, ont dû déménager vers une région moins haute, car les sources d'eau s'assèchent et la flore disparaît rapidement, ce qui diminue la nourriture pour les hommes et le bétail.

POURQUOI LES CONSÉQUENCES SONT-ELLES AUJOURD'HUI SURTOUT SENSIBLES DANS LE SUD ?

On constate aujourd'hui que les conséquences se font sentir principalement au Sud où les populations sont plus vulnérables face au changement climatique. Dépendantes de l'agriculture pour leur approvisionnement alimentaire et leurs revenus, elles sont fortement touchées lorsqu'une récolte est perdue. Dans leur vie quotidienne, les populations du Sud sont aussi plus proches de la nature et donc dépendantes de leur environnement direct pour leur nourriture, leur eau potable, leurs revenus, etc. Toute modification de leur environnement direct les touchent de plein fouet. Cela est dramatique, car ces personnes sont celles qui ont le moins de moyens pour s'adapter au changement climatique. Le plus souvent elles ne disposent pas des moyens financiers nécessaires, mais il leur manque également certaines connaissances et techniques nécessaires pour s'adapter. Les populations pauvres du Sud voient leurs problèmes s'accroître du fait du changement climatique.

ET CHEZ NOUS ?

En tant que pays industrialisé, la Belgique est responsable du changement climatique. Notre mode de vie, en grande partie basé sur la combustion des énergies fossiles, est la cause principale du changement climatique. Un Belge émet ainsi en moyenne deux fois plus de gaz à effet de serre qu'un Chinois, et dix fois plus qu'un Africain. À l'heure actuelle, les conséquences du changement climatique sont encore limitées en Belgique. Les prévisions annoncent que le climat se réchauffera chez nous, il fera plus humide et le nombre de tempêtes augmentera. Des mesures (digues supplémentaires) sont déjà prises aujourd'hui pour faire face à la montée du niveau de la mer.

Le changement a déjà un effet visible sur la nature. L'écosystème est perturbé. Ce sont surtout les espèces qui se développent bien dans les régions plus froides qui sont menacées d'extinction. Nous observons un accroissement d'espèces animales exotiques, qui chassent les espèces indigènes. Cela se voit chez les oiseaux et les insectes (par exemple la petite aigrette argentée et l'araignée tigre). Mais nous voyons aussi des changements dans le monde marin. Des espèces de poissons du Sud, comme l'anchois et la sardine, se retrouvent désormais en mer du Nord. Les plantes réagissent aussi au changement climatique. Les arbres et les fleurs fleurissent plus tôt et restent verts plus longtemps durant l'automne. Les plantes qui vivent dans les régions froides commencent à disparaître (comme la trientale d'Europe ou l'arnica des montagnes) et l'on voit de plus en plus souvent des plantes exotiques.

Si le changement climatique s'accroît, les conséquences pour l'homme seront entre autres la morbidité et les maladies dues au stress thermique, une augmentation des cas de maladie de Lyme, des symptômes plus nombreux et plus graves de maladies allergiques et un accroissement du nombre de cancers de la peau (en raison de l'exposition accrue aux rayons ultraviolets). D'un autre côté, il est prévu que le nombre de décès dû au froid diminuera.

LE LIEN ENTRE NORD ET SUD : REGARDS CROISÉS

Le Sud nous tend un miroir : les effets qui y sont aujourd'hui visibles sont la conséquence de notre comportement. Le miroir nous montre aussi ce que seront les conséquences à terme pour nous si nous n'enrayons pas le changement climatique.

Nous voyons aujourd'hui que certaines conséquences dans le Sud ont une influence sur notre vie. Et cela ne fera que croître à l'avenir.

Comme les récoltes sont perdues dans le Sud, les prix des produits augmentent dans le Nord

En raison du changement climatique, le temps est devenu imprévisible. Cela occasionne de grandes difficultés, principalement dans le secteur agricole. Si les récoltes sont perdues, l'offre se réduit, mais la demande de produits reste la même. Partout dans le monde on voit augmenter le prix des matières premières, comme le coton, les céréales, le maïs et le café. Et finalement le consommateur doit payer plus, car c'est sur lui que sont répercutés ces prix. Le changement climatique n'est naturellement qu'un seul des facteurs qui sont à la base des ces augmentations de prix, d'autres éléments jouent également un rôle (comme la spéculation). Mais nous devons aussi nous interroger sur les conséquences du changement climatique et chercher comment enrayer cela.

Il y a plus de pénuries alimentaires dans le Sud ; l'envoi de nourriture depuis le Nord est-il une solution ?

De plus en plus de récoltes sont perdues. Dès lors, le nombre de crises alimentaires augmente dans le Sud, car les populations sont fortement dépendantes de l'agriculture et elles ont moins de moyens pour faire face aux périodes de disette. Le nombre de famines augmente également. Des organisations caritatives comme la Croix-Rouge envoient de la nourriture afin d'aider les populations souffrant de la faim, mais ce n'est qu'une solution à court terme. À long terme, il faudra réfléchir à la façon dont peut être assuré un rendement agricole local suffisant (diversification des cultures, techniques d'irrigation, mise en œuvre de stocks...).

Nous sommes submergés d'appels pour des catastrophes naturelles

Le nombre de catastrophes naturelles augmente. La plupart d'entre elles se situent dans le Sud et font rarement la une des journaux. Les organisations humanitaires doivent souvent apporter leur aide après une catastrophe et demandent un soutien financier au grand public. Serons-nous capables de nous montrer à chaque fois solidaires et de faire des dons après une catastrophe naturelle dans le Sud ?

Le nombre de réfugiés climatiques augmente. L'Europe doit-elle fermer ses frontières ou rester ouverte à l'immigration ?

Les réfugiés climatiques sont des personnes ayant dû fuir leur lieu d'habitat à cause des conséquences du changement climatique. Les réfugiés restent généralement dans leur propre région : ils fuient vers une autre partie du pays ou vers un pays voisin. Mais un petit nombre d'entre eux prend finalement la direction de l'Europe. Il est prévu que le nombre de réfugiés climatiques augmente dans les années à venir. Comment réagira l'Europe face cette augmentation du nombre de réfugiés ? Et comment allons-nous gérer les risques accrus de conflits dans les régions où le nombre de réfugiés augmente ?

Il y a un manque d'eau douce. Avec l'expertise du Nord, pouvons-nous dessaler l'eau de mer pour le Sud ?

La terre est constituée à plus de 70% d'eau, mais seulement 2,8% de l'eau sur terre est de l'eau douce. Deux tiers de l'eau douce se retrouve sous forme de glace dans les glaciers et les calottes glaciaires. Le reste de l'eau douce est principalement de l'eau souterraine. L'eau des rivières, des lacs et dans l'air ne représente donc qu'une toute petite partie de l'ensemble de l'eau douce qui, en raison du changement climatique, se raréfie (les glaciers fondent, les sources s'assèchent).

Il existe une technique pour faire de l'eau douce à partir d'eau de mer : le dessalement. Cette technique est abondamment utilisée dans le secteur de l'industrie dans le Nord. Alors, pouvons-nous aider les pays du Sud ? La réponse est positive, mais... cette technique nécessite elle-même énormément d'énergie, elle est donc à son tour dommageable pour l'environnement. Le dessalement n'est donc pas une solution à long terme pour pallier le manque d'eau douce : nous devons tous être plus économes avec l'eau.

Le Nord peut-il aider le Sud à s'adapter aux changements climatiques ?

Les conséquences du changement climatique sont aujourd'hui surtout ressenties par les populations du Sud. Face à des conditions changeantes, celles-ci sont obligées d'adapter leur comportement. Ainsi, des agriculteurs doivent passer à de nouvelles cultures capables de pousser dans des climats plus secs ou plus humides, tandis que d'autres agriculteurs se tournent vers de nouvelles techniques d'irrigation pour palier la sécheresse extrême et le manque d'eau. Dans les régions fréquemment inondées, les habitations seront construites sur pilotis, ou des digues aideront à protéger les villages contre la hausse du niveau de la mer. L'expertise et les techniques développés dans les pays du Nord

peuvent être utilisées dans le Sud. Nous avons, par exemple, de l'expérience dans la construction de digues. Et étant donné que le Nord est en grande partie responsable des émissions élevées de CO₂, la question de savoir s'il ne devrait pas financer pour le Sud ces nouvelles et souvent onéreuses techniques se pose.

Comment pouvons-nous lutter contre les conséquences du changement climatique, dans le Nord comme dans le Sud ?

Le changement climatique peut être enrayé en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. Émettre moins de CO₂ est tout d'abord un grand défi pour les pays industrialisés. Ils émettent aujourd'hui la plus grande partie du CO₂ (États-Unis, Europe, Russie, Japon). Les nouvelles puissances économiques comme la Chine, l'Inde ou le Brésil devront diminuer drastiquement leurs émissions de CO₂. Les pays en voie de développement devront aussi réfléchir sur la forme qu'ils pourront donner à leur développement, sans que cela n'augmente fortement leurs émissions de CO₂.

SOLUTIONS : COMMENT POUVONS-NOUS ENRAYER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Atténuation

Étant donné que le changement climatique est déjà une réalité, il n'est plus possible de l'ignorer, mais nous pouvons l'enrayer en nous attaquant aux causes. Et nous pouvons essayer de minimiser les conséquences pour l'avenir. L'atténuation implique de prendre des mesures pour limiter l'émission des gaz à effet de serre. Les économies d'énergie, l'utilisation d'énergie renouvelable, le reboisement et l'utilisation d'alternatives n'émettant que peu ou pas de CO₂ sont des exemples de mesures d'atténuation.

Une révolution énergétique est nécessaire pour relever le défi climatique. Nous devons tout d'abord être plus économes avec l'énergie, et restreindre la combustion d'énergies fossiles. À l'avenir, il faudra utiliser au maximum les énergies renouvelables et durables (comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne).

En outre, nous devons aussi adapter notre mode de vie, consommer plus durablement et veiller à ce qu'ensemble, nous émettions moins de CO₂.

Adaptation

Étant donné que nous sommes déjà aujourd'hui confrontés aux conséquences du changement climatique, nous ne devons pas seulement nous occuper des causes (atténuation), mais aussi chercher des façons de nous adapter à certains changements irréversibles. Il faut faire en sorte que l'homme soit moins vulnérable aux conséquences du changement climatique. Un exemple de mesure d'adaptation est le rehaussement des digues pour contrer la hausse du niveau des mers.

En agriculture aussi, il faut réfléchir à des alternatives : des semences mieux adaptées au nouveau climat, un changement des modes de culture et des variétés utilisées, l'ajustement des périodes de semis et des méthodes de travail du sol, une meilleure gestion des ressources aquifères, des systèmes d'irrigation et des zones inondables, et enfin, une meilleure planification de l'utilisation du sol. Bon nombre de ces principes sont appliqués en agriculture biologique. Différents experts plaident d'ailleurs pour plus d'agriculture biologique comme réponse aux pénuries alimentaires. Car avec l'agriculture écologique, il est possible de produire plus de nourriture en émettant moins de gaz à effet de serre. Le grand avantage est aussi que l'agriculture écologique convient très bien aux petits agriculteurs dans les pays pauvres.

L'adaptation est souvent plus difficile pour les pays en voie de développement, du fait d'un manque de moyens financiers, et parfois aussi par manque de connaissances techniques. Les pays industrialisés doivent donc veiller à partager leurs savoirs et savoir-faire avec les pays du Sud.

Il faut garder à l'esprit que les nouvelles technologies et techniques ne nous permettront pas d'atténuer toutes les conséquences du changement climatique. Donc, trouver des solutions pour adapter notre comportement de consommation reste le mot d'ordre.

Sommets et accords sur le climat

Au niveau mondial, on réfléchit sur des mesures d'atténuation et d'adaptation. Les dirigeants du monde entier se réunissent autour d'une table dans une tentative de lutter contre le changement climatique. Pour l'instant, sans résultat bien convaincant, malheureusement...

Le GIEC

Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a vu le jour en 1988 et a pour objectif d'avertir régulièrement les décideurs politiques de l'état des lieux et de la base scientifique à propos du changement climatique. Le GIEC publie chaque année un rapport sur l'état des lieux en matière de changement climatique. Le GIEC est une des sources les plus consultées en matière d'informations sur le changement climatique.

La Convention sur le climat et les négociations

La CCNUCC de 1992 (Convention Cadre des Nations unies sur le Changement Climatique), ou en abrégé la Convention sur le climat, est un accord conclu entre 196 parties (pays) afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Chaque année est organisée une conférence des parties, une « COP », lors de laquelle les pays mettent en œuvre la Convention.

La Convention étant relativement imprécise (ex : pas d'objectif de réduction d'émission par pays), elle a été suivie par le Protocole de Kyoto. Cet accord prévoit qu'entre 2008 et 2012 les pays industrialisés s'engagent à réduire collectivement leurs émissions de gaz à effets de serre de 5% par rapport aux niveaux de 1990. Mais ce protocole n'a pas été signé par tous et surtout, pas par des grands acteurs (et pollueurs) comme les États-Unis. Il ne couvre donc que très peu des émissions polluantes effectivement produites dans le monde.

En 2009, lors du sommet climatique de Copenhague (Danemark), les parties ont essayé d'adopter un accord pour l'après Kyoto. Ils n'y sont pas parvenus, mais ils se sont mis d'accord pour dire qu'il faut absolument maintenir le réchauffement climatique à 2°C. En 2010, le sommet de Cancún (Mexique) a permis de concrétiser la création d'un Fonds vert. Ce dernier est un moyen de mobiliser de l'argent (public et privé) pour aider les pays en voie de développement à faire face au changement climatique et à ses conséquences. La moitié de cette somme est destinée à des mesures d'atténuation, et l'autre moitié à des mesures d'adaptation. La conférence à Doha (Qatar) en 2012, a confirmé la volonté de plusieurs pays industrialisés de s'engager dans une seconde période d'engagement de 2013 à 2020.

Aujourd'hui, l'objectif majeur reste de trouver un nouvel accord pour succéder à la deuxième période du protocole de Kyoto, soit pour après 2020. C'est pour cela que tous les regards sont tournés vers la COP 21 de 2015 à Paris. L'enjeu ? Aboutir, pour la première fois, à un accord universel (tous les pays) et contraignant (avec des règles et des objectifs précis de réduction d'émissions) pour lutter efficacement contre le dérèglement climatique et accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone. Pour ce faire, chaque pays doit soumettre une contribution. La bonne nouvelle c'est que plus de 148 pays ont proposés des objectifs ou des mesures de réduction d'émissions, dont les États-Unis et la Chine. Tous ensemble, ces pays représentent environ 90% des émissions mondiale.

La politique climatique européenne

L'Union européenne prend très au sérieux la lutte contre le changement climatique. C'est pourquoi elle a adopté des objectifs successifs :

- -7,5% par rapport à 1990 à atteindre en 2012
- -20% par rapport à 1990 à atteindre en 2020
- Au moins -40% par rapport à 1990 à atteindre en 2030
- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% par rapport à 1990 et à atteindre d'ici 2050.

Pour mettre en œuvre ces objectifs, l'Union européenne s'est, entre autres, dotée d'un marché du carbone qui concerne les entreprises grandes consommatrices d'énergie et les producteurs d'énergie. Celles-ci se voient attribuer et/ou doivent acheter des quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Elles ont ensuite le choix entre réaliser des réductions d'émissions, ce qui diminue le nombre de quotas nécessaires et leur permet de revendre ces quotas superflus, ou acheter des quotas pour couvrir leurs émissions « excédentaires ». Mais ce système fait l'objet de nombreuses critiques et certains s'interrogent sur son efficacité : les quotas peuvent être perçus comme des « droits de polluer » accordés aux entreprises, ce qui n'encourage pas une réelle diminution de leurs émissions polluantes. Pour les émissions qui ne sont pas couvertes par le marché du carbone, les états membres ont des objectifs de réduction individuels.

La politique climatique belge

En Belgique, les compétences et les pouvoirs de décisions concernant la lutte contre le changement climatique sont répartis entre l'autorité fédérale et les trois régions du pays à savoir la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-capitale. En Wallonie, l'administration en charge du climat est l'AWAC (l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat) et à Bruxelles, c'est Bruxelles Environnement.

En 2002, la Belgique a ratifié le Protocole de Kyoto et s'est engagée à apporter sa contribution en réduisant toutes ses émissions (marché du carbone et autres secteurs) de 7,5% entre 2008 et 2012. Les différentes entités belges se sont ensuite mises d'accord pour se répartir cet objectif et l'atteindre de la façon dont elles l'entendent :

- -5,2% pour la Flandre
- -7,5% pour la Wallonie
- +3,475% pour la Région Bruxelles-Capitale
(qui peut augmenter ses émissions selon des limites prévues)
- Gouvernement fédéral : achat d'unités de carbone et prise de mesures pour respecter l'objectif belge.

Pour la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto (2013-2020), les Etats membres de l'Union européenne se sont engagés conjointement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de moins 20% par rapport à 1990. Cet objectif a été divisé entre les émissions produites par les grosses entreprises et industries, celles du marché du carbone, et celles des autres secteurs. Pour ces dernières, chaque Etat européen a reçu un objectif. Celui de la Belgique est de -15% par rapport à 2005, à atteindre en 2020. En 2015, après des années de négociations, les entités belges sont finalement sur le point de réussir à se répartir ces objectifs entre elles.

EN GUISE DE CONCLUSION

du changement climatique. Cependant, il y a un fort consensus parmi les scientifiques qui considèrent que le changement climatique est la conséquence directe de l'impact de l'homme sur son environnement et que nous ne pouvons plus parler d'effet de serre naturel. Les climato-sceptiques, comme ils se nomment, ne représentent qu'un nombre négligeable de personnes, qui reçoivent malheureusement parfois encore une audience. Il est important de donner aux jeunes la bonne information et de leur montrer qu'il ne peut être plus longtemps discuté s'il y a ou non un changement climatique.

La discussion tourne maintenant autour de ce que nous devons faire pour en limiter les conséquences.